

**10 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif au financement de l'Institut scientifique de Service public**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de service public en Région wallonne, notamment l'article 3, modifié par le décret du 9 avril 1998 et l'article 6, § 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 septembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 septembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 18 juin 1998, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 16 novembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 1996 a fixé les règles complémentaires relatives à la présentation des budgets, à la comptabilité budgétaire et à la reddition des comptes d'exécution du budget de l'Institut scientifique de service public;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 1996 a fixé les règles d'évaluation applicables à l'Institut scientifique de Service public;

Considérant qu'il convient de fixer les règles de financement des missions et prestations réalisées par l'Institut scientifique de Service public;

Sur la proposition du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o "subvention" : la subvention organique au bénéfice de l'Institut scientifique de Service public, ci-après l'Institut inscrite au budget général des dépenses du Ministère de la Région wallonne;

2^o "ressources spécifiques" : toutes les ressources financières autres que la subvention, quelle qu'en soit l'origine, mises à la disposition de l'Institut et dont l'affectation est déterminée par des conventions conclues avec le secteur privé ou le secteur public.

Art. 2. Pour la fin du premier semestre de chaque exercice, l'Institut fournit au comité d'accompagnement institué à l'article 4 du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de service public en Région wallonne, ci-après dénommés respectivement, le comité et le décret, les informations nécessaires à l'exécution de sa mission.

Art. 3. L'Institut veille à ne déposer annuellement auprès d'autorités subsidiaires autres que la Région wallonne, qu'un nombre de projets tel que l'engagement financier cumulé en résultant ne puisse, au cas où ils seraient tous acceptés, dépasser une imputation sur la subvention supérieure à 20 % de celle-ci.

Il transmet bimestriellement au comité la liste des dossiers approuvés ainsi qu'un récapitulatif des encours annuels cumulés prévisibles.

Il n'est pas tenu compte, dans l'établissement du plafond fixé au premier alinéa, des participations de l'Institut à des projets financés à 100 % hors subvention.

CHAPITRE II. — De l'utilisation de la subvention

Art. 4. Pour autant qu'elles ne soient pas à charge d'une autre ressource spécifique et dans les limites des crédits disponibles, les dépenses imputables sur la subvention sont :

1^o parmi les frais relatifs à l'exécution des missions de service public visées à l'article 3, alinéa 2, 1^o, du décret, les coûts salariaux du personnel affecté à celles-ci, au prorata de son affectation et ce, à concurrence de 20 %;

2^o en ce qui concerne les conventions de recherche conclues avec des autorités européennes ou internationales, la part des frais non subsidiée par celles-ci;

3^o les frais de fonctionnement des structures internes en ce compris les frais sociaux correspondant à l'exercice du droit syndical;

4^o les frais généraux non supportés par des tiers et relatifs :

a) à l'assurance qualité selon les normes EN 45000 prescrites par la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que les laboratoires d'essai;

b) aux bâtiments en ce compris les frais d'entretien;

c) aux frais du personnel nécessaire à la réparation et à l'entretien des installations;

d) aux frais de gestion administrative;

5^o les investissements suivants :

a) 100 % des équipements de la structure de direction et de la bibliothèque;

b) 80 % des équipements des services administratifs et des relations publiques;

c) 50 % des frais d'investissements relatifs aux contrats conclus avec les instances européennes ou internationales; 40% lorsqu'il s'agit de contrats CECA;

d) 50 % des équipements des bancs d'essai de certification;

6^o hormis les dépenses imputables aux ressources spécifiques, les dépenses de formation du personnel de l'Institut, avec un maximum de 20 % du temps de travail globalisé et pour autant qu'elle soit répertoriée dans des plans individuels.

CHAPITRE III. — *Des missions de service public*

Art. 5. Chacune des missions de service public, exécutées en application de l'article 3, alinéa 2, 1°, du décret, ci-après dénommées les missions de service public, fait l'objet de la part du Ministre concerné d'un arrêté d'octroi de financement ainsi que d'un programme et d'un budget détaillés des prestations y incluses.

A chaque programme est associé un comité de suivi désigné par le Ministre concerné.

Ces comités de suivi sont soumis, dans leur fonctionnement, aux dispositions du règlement d'ordre intérieur du comité. Les procès-verbaux des réunions sont portés à la connaissance du comité.

Art. 6. Sont imputés au budget de chaque mission de service public:

1° 80 % des coûts salariaux du personnel, au prorata de son affectation à la mission de service public;

2° les coûts directs de fonctionnement, y compris les frais d'assurance, les amortissements d'équipements et les frais d'entretien de ces équipements au prorata de leur utilisation réelle;

3° les facturations internes à l'Institut pour des prestations autorisées par le programme et confiées à d'autres sections de l'Institut;

4° les investissements exceptionnels et spécifiques.

Art. 7. Toute mission de service public complémentaire est financée à 100 % par le budget du Ministre demandeur.

CHAPITRE IV. — *Des prestations pour le secteur privé ou public*

Art. 8. Les frais relatifs aux prestations pour le secteur privé ou public réalisées en application de l'article 3, alinéa 2, 2°, du décret, ci-après dénommées les prestations, sont à charge des demandeurs, sur base d'un tarif, d'une offre ou d'un devis établi par l'Institut.

L'Institut inclut dans ses tarifs, offres ou devis les coûts réels de personnel, de fonctionnement et d'amortissement.

Art. 9. Les prestations de certification ou d'agrément réglementaires sont facturées selon les tarifs fixés par le Ministre ayant l'Institut dans ses attributions, sur la proposition du comité.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 10. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1992 relatif au financement et aux missions de l'Institut scientifique de service public est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre de la Recherche et du Développement technologique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 106

[C - 99/27008]

**10. DEZEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung
bezüglich der Finanzierung des "Institut scientifique de Service public"
(wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch das Dekret vom 9. April 1998 und des Artikels 6, § 2;

Aufgrund des am 9. September 1998 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektion;

Aufgrund des am 16. September 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 1998 über den Antrag auf Begutachtung innerhalb eines Monats;

Aufgrund des am 16. November abgegebenen Gutachtens des Staatsrates, in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, daß der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 1996 die zusätzlichen Regeln bezüglich der Vorlage der Haushaltspläne, der Haushaltsbuchführung und der Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung des "Institut scientifique de Service public" festgesetzt hat;

In der Erwägung, daß der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 1996 die für das "Institut scientifique de Service public" anwendbaren Bewertungsregeln festgesetzt hat;

In der Erwägung, daß es sich empfiehlt, die Finanzierungsregeln der durch das "Institut scientifique de Service public" ausgeführten Aufgaben und Leistungen festzusetzen;

Auf Vorschlag des Ministers der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Allgemeines*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° "Zuschuß": den organischen Zuschuß zugunsten des "Institut scientifique de "Service public", weiter unten das Institut genannt, der im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan des Ministeriums der Wallonischen Region eingetragen ist;

2° "spezifischen Einnahmequellen ": alle Finanzmittel außer dem Zuschuß, ganz gleich woher sie stammen, die dem Institut zur Verfügung gestellt werden, und deren Zweckbestimmung durch mit dem Privatsektor oder dem öffentlichen Sektor abgeschlossenen Abkommen festgelegt wird.

Art. 2 - Bis zum Ende des ersten Semesters jedes Haushaltsjahres übermittelt das Institut dem in Artikel 4 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 7. Juni 1990 zur Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region errichteten Begleitausschuß, weiter unten das Dekret bzw. den Ausschuß genannt, die zur Durchführung seiner Aufgabe notwendigen Informationen.

Art. 3 - Das Institut achtet darauf, pro Jahr bei anderen bezuschussenden Behörden als der Wallonischen Region nur eine solche Anzahl Projekte einzureichen, daß die daraus resultierende kumulierte finanzielle Verbindlichkeit eine Anrechnung zu Lasten des Zuschusses, die höher als 20 % dieses Zuschusses wäre, nicht übersteigen kann, falls alle Projekte angenommen würden.

Alle zwei Monate übermittelt es dem Ausschuß die Liste der genehmigten Akten sowie eine Zusammenfassung der vorhersehbaren kumulierten jährlichen Bestände.

Bei der Festsetzung der im ersten Absatz festgesetzten Höchstgrenze werden die Beteiligungen des Instituts an Projekten, die zu 100 % außer Zuschüssen finanziert sind, nicht berücksichtigt.

KAPITEL II — *Die Verwendung des Zuschusses*

Art. 4 - Sofern sie nicht von einer anderen spezifischen Einnahmequelle getragen werden und innerhalb der Grenzen der verfügbaren Kredite, sind die auf den Zuschuß anrechenbaren Ausgaben die folgenden:

1° unter den mit der Durchführung der in Artikel 3, Absatz 2, 1° des Dekrets erwähnten Aufgaben öffentlichen Dienstes, die Lohn- und Gehaltskosten des für diese Aufgaben eingesetzten Personals, im Verhältnis zu seinem Einsatz und bis zu einer Höhe von 20 %;

2° was die mit europäischen oder internationalen Behörden abgeschlossenen Forschungsabkommen betrifft, der Anteil der von diesen Behörden nicht bezuschußten Kosten;

3° die Betriebskosten der internen Strukturen einschließlich der mit der Ausübung des Gewerkschaftsrechts verbundenen Sozialkosten;

4° die allgemeinen Unkosten, die nicht von Dritten getragen werden, und die verbunden sind mit:

a) der Qualitätssicherung gemäß den durch das Gesetz vom 20. Juli 1990 über die Akkreditierung der Zertifizierungs- und Kontrollstellen und über die Prüflabors vorgeschriebenen EN 45000 Normen;

b) den Gebäuden einschließlich der Unterhaltskosten;

c) den für die Reparatur und die Wartung der Einrichtungen notwendigen Personalkosten;

d) den Verwaltungskosten;

5° die folgenden Investitionen:

a) 100 % der Ausrüstungen der Direktionsstruktur und der Bibliothek;

b) 80 % der Ausrüstungen der Dienststellen für Verwaltung und Öffentlichkeitsarbeit;

c) 50 % der Investitionskosten bezüglich der mit den europäischen oder internationalen Behörden abgeschlossenen Verträge; 40 %, wenn es sich um EGKS-Verträge handelt;

d) 50 % der Ausrüstungen der Zertifizierungsprüfstände;

6° außer den auf die spezifischen Einnahmequellen anrechenbaren Ausgaben, die Schulungsausgaben für das Personal des Instituts, mit einer Höchstgrenze von 20 % der Gesamtarbeitszeit, und sofern die Schulung in individuellen Plänen registriert wird.

KAPITEL III — *Die Aufgaben öffentlichen Dienstes*

Art. 5 - Jede der Aufgaben öffentlichen Dienstes, die in Anwendung des Artikels 3, Absatz 2, 1° des Dekrets durchgeführt wird, weiter unten Aufgaben öffentlichen Dienstes genannt, ist seitens des Ministers Gegenstand eines Erlasses über die Gewährung einer Finanzierung und Gegenstand eines detaillierten Programms und eines detaillierten Haushaltsplans der darin einbegriffenen Leistungen.

Mit jedem Programm ist ein vom betroffenen Minister bezeichneter Betreuungsausschuß verbunden.

Diese Betreuungsausschüsse unterliegen, was ihre Arbeitsweise betrifft, den Bestimmungen der allgemeinen Dienstordnung des Ausschusses. Der Ausschuß wird in Kenntnis von den Protokollen der Versammlungen gesetzt.

Art. 6 - Werden auf den Haushalt jeder Aufgabe öffentlichen Dienstes angerechnet:

1° 80 % der Lohn- und Gehaltskosten des Personals, im Verhältnis zu seiner Einweisung in eine Aufgabe öffentlichen Dienstes;

2° die direkten Betriebskosten einschließlich der Versicherungskosten, die Abschreibungen von Ausrüstungen und die Wartungskosten dieser Ausrüstungen im Verhältnis zu ihrer tatsächlichen Verwendung;

3° die innerhalb des Instituts berechneten Beträge, die von dem Programm genehmigte und anderen Abteilungen des Instituts übertragene Leistungen betreffen;

4° die außergewöhnlichen und spezifischen Investitionen.

Art. 7 - Jede zusätzliche Aufgabe öffentlichen Dienstes wird zu 100 % durch den Haushalt des Ministers, der sie beantragt, finanziert.

KAPITEL IV — Leistungen für den Privatsektor oder für den öffentlichen Sektor

Art. 8 - Die mit den in Anwendung des Artikels 3, Absatz 2, 2° des Dekrets für den Privatsektor oder für den öffentlichen Sektor erbrachten Leistungen - weiter unten die Leistungen genannt - verbundenen Kosten gehen zu Lasten der Anforderer, auf der Grundlage eines Tarifs, eines Angebots oder eines von dem Institut aufgestellten Kostenvoranschlags.

In den Tarifen, Angeboten oder Kostenvoranschlägen des Instituts sind die tatsächlichen Personal-, Betriebs- und Abschreibungskosten eingeschlossen.

Art. 9 - Die mit vorschriftsmäßiger Zertifizierung oder Zulassung verbundenen Leistungen werden gemäß den vom für das Institut zuständigen Minister festgesetzten Tarifen auf Vorschlag des Ausschusses in Rechnung gestellt.

KAPITEL V — Schlußbestimmungen

Art. 10 - Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1992 bezüglich der Finanzierung und der Aufgaben des "Institut scientifique de Service public" wird außer Kraft gesetzt.

Art. 11 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 12 - Der Minister der Forschung und der Technologischen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCION

VERTALING

N. 99 — 106

[C - 99/27008]

**10 DECEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de financiering van het « Institut scientifique de Service public »
(Openbaar Wetenschappelijk Instituut)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een « Institut scientifique de Service public » in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het decreet van 9 april 1998, en op artikel 6, § 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 september 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 september 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 18 juni 1998 betreffende de aanvraag om advies binnen één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 16 november 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 1996 de bijkomende regels heeft vastgesteld inzake de voorstelling van de begrotingen, de begrotingscomptabiliteit en de aflegging van de rekeningen voor de uitvoering van de begroting van het "Institut scientifique de Service public";

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 1996 de evaluatieregels toepasselijk op het "Institut scientifique de Service public" heeft vastgesteld;

Overwegende dat de regels betreffende de financiering van de opdrachten en prestaties die door het "Institut scientifique de Service public" uitgevoerd worden, vastgesteld dienen te worden;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden bestaan onder :

1° « toelage » : de organieke toelage voor het "Institut scientifique de Service public", hierna het « Institut » genoemd, uitgetrokken op de algemene uitgavenbegroting van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° « specifieke middelen » : alle financiële middelen, anders dan de toelage, wat de oorsprong ook moge zijn, die ter beschikking van het « Institut » worden gesteld, en waarvan de bestemming vastgesteld is d.m.v. overeenkomsten aangaan met de privé- of de publieke sector.

Art. 2. Vóór het einde van het eerste semester van elk boekjaar bezorgt het « Institut » de noodzakelijke inlichtingen voor de uitvoering van zijn opdracht aan het begeleidingscomité opgericht bij artikel 4 van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een « Institut scientifique de Service public » in het Waalse Gewest, hierna respectievelijk « het comité » en « het decreet » genoemd.

Art. 3. Het « Institut » zorgt ervoor dat het aantal projecten dat jaarlijks wordt ingediend bij de subsidiërende overheden andere dan het Waalse Gewest in die mate beperkt wordt dat de gecumuleerde financiële verbintenis die eruit voortvloeit, voor zover alle projecten worden goedgekeurd, het op de toelage aangerekende bedrag niet met meer dan 20 % overstijgt.

Het « Institut » zendt om de twee maanden de lijst van de goedgekeurde dossiers aan het comité, alsook een overzicht van de voorzienbare gecumuleerde jaarlijkse obligo's.

De deelneming van het « Institut » aan ontwerpen die buiten elke toelage om gefinancierd zijn, wordt niet in acht genomen voor de berekening van het in het eerste lid vastgestelde plafond.

HOOFDSTUK II. — *De bestemming van de toelage*

Art. 4. Voor zover ze niet ten laste zijn van een andere specifiek middel en binnen de perken van de beschikbare kredieten, bestaan de uitgaven toe te rekenen op de toelage uit :

1° onder de kosten betreffende de uitvoering van de in artikel 3, tweede lid, 1°, van het decreet bedoelde opdrachten van openbare dienst, de loonkosten van de personeelsleden die daarvoor aangesteld zijn, naar rata van hun aanstelling en ten belope van 20 %;

2° wat betreft de onderzoeksovereenkomsten aangegaan met Europese of internationale overheden, het kostengedeelte dat door deze niet gesubsidieerd is;

3° de werkingskosten van de inwendige structuren, met inbegrip van de sociale kosten betreffende de uitoefening van het vakbondsrecht;

4° de algemene kosten die niet door derden gedragen worden en betreffende :

a) de kwaliteitsborging overeenkomstig de normen EN 45000 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria;

b) de gebouwen, met inbegrip van de onderhoudskosten;

c) de kosten betreffende het personeel dat noodzakelijk is voor het herstel en het onderhoud van de installaties;

d) de kosten betreffende het administratief beheer;

5° de volgende investeringen :

a) 100 % van de uitrusting bestemd voor de directiestructuur en de bibliotheek;

b) 80 % van de uitrusting bestemd voor de administratieve diensten en de public relations;

c) 50 % van de investeringskosten betreffende de overeenkomsten aangegaan met de Europese of internationale overheden; 40 % als het gaat om EGKS-overeenkomsten;

d) 50 % van de uitrusting bestemd voor de certificatieproefbanken.

6° behoudens de uitgaven toe te rekenen op de specifieke middelen, de uitgaven betreffende de vorming van het personeel van het « Institut », met maximum 20 % van de geglobaliseerde werktijd voor zover die vermeld is in individuele plannen.

HOOFDSTUK III. — *Oprachten van openbare dienst*

Art. 5. Elke opdracht van openbare dienst, uitgevoerd overeenkomstig artikel 3, tweede lid, 1°, van het decreet, hierna « de opdrachten van openbare dienst » genoemd, wordt door de betrokken minister geregeld in een besluit tot toekenning van een financiering en wordt uitvoerig vermeld in een programma en een begroting van de daarin opgenomen prestaties.

Een door de betrokken minister aangewezen comité zorgt voor de opvolging van elk programma.

Bedoelde comités vallen voor hun werking onder de voorschriften van het huishoudelijk reglement van het comité. De notulen van de vergaderingen worden ter kennis gesteld van het comité.

Art. 6. De volgende kosten zijn ten laste van de begroting van elke opdracht van openbare dienst :

1° 80 % van de loonkosten van de personeelsleden, naar rata van hun aanstelling voor de opdracht van openbare dienst;

2° de rechtstreekse werkingskosten, met inbegrip van de verzekeringskosten, de afschrijvingen op uitrusting en de kosten betreffende het onderhoud van die uitrusting naar rata van haar werkelijke gebruik;

3° de factureringen binnen het « Institut » voor prestaties die door het programma toegelaten zijn en waarmee andere afdelingen van het « Institut » belast zijn;

4° buitengewone en specifieke investeringen.

Art. 7. Elke bijkomende opdracht van openbare dienst wordt volledig gefinancierd door de begroting van de verzoekende Minister.

HOOFDSTUK IV. — *Prestaties voor de privé- of publieke sector*

Art. 8. De kosten betreffende de prestaties voor de privé- of publieke sector, die overeenkomstig artikel 3, tweede lid, 2°, van het decreet uitgevoerd zijn, hierna « de prestaties » genoemd, zijn ten laste van de verzoekers op grond van een tarief, aanbod of bestek opgemaakt door het « Institut ».

De tarieven, voorstellen of bestekken van het « Institut » houden de werkelijke personeels-, werkings- en afschrijvingskosten in.

Art. 9. De reglementaire certificatie- of erkenningsprestaties worden gefactureerd overeenkomstig de tarieven vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheden het « Institut » behoort en op voordracht van het comité.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1992 betreffende de financiering en de opdrachten van het « Institut scientifique de Service public » wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. De Minister van Onderzoek en Technologische Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 10 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION